



JOELLE PREVOT-MADERE : Parlons franchement !

« Apprendre à oser » :

La Guyane fourmille de « tabous » (le système bancaire, l'octroi de mer, le carburant...). Ce sont des systèmes qui pèsent lourdement sur le coût de la vie et le quotidien des entreprises.

Tout est fait, en Guyane, depuis des générations, pour entretenir une tutelle de fait, sur les affaires publiques comme sur les esprits. La classe politique actuelle entretient un système qui, finalement, lui profite.

La véritable libération est celle de l'initiative. Le « discours qui endort » ne vise, en fait qu'à maintenir la situation telle quelle !

J'ai dû prendre en main la question des carburants, mais il y en a bien d'autres. Pourquoi les professionnels de la politique n'ont-ils rien fait depuis 10 ans ? Est-ce un manque de courage ou, tout simplement, de compétence ? Il est vrai qu'ils ne sont pas personnellement concernés....

Mon « manque d'expérience politique »

Quel triste spectacle que celui qu'offre la classe politique. Ils se sont tous plus ou moins mutuellement trahis. Ils s'accusent entre eux de dissidences ; se livrent à des alliances ou recompositions improbables....Quelle crédibilité ont-ils ? Dans l'Antiquité on faisait toujours exécuter les transfuges, car l'on savait qu'ils trahiraient encore.....Que feront-ils de la Région, en trainant de vieilles rancunes, de lourdes dépendances ou des allégeances déjà brandies sans la moindre honte ? C'est, une fois de plus, la population qui subira tout cela.

Si c'est de cette expérience politique dont on parle, mieux vaut effectivement n'en avoir pas du tout !!

Il faut à la Région une équipe nouvelle, indemne des querelles du passé, indépendante, compétente, capable de consacrer tout son temps, toute son énergie à l'ensemble de la population. Capable aussi de courage, et il en faudra !

Ces élections sont une véritable « foire aux cumuls » où tous les professionnels de la politique veulent ajouter la région à leur portefeuille de mandats. Joue t'on au Monopoly ?

La Guyane n'est pas un enjeu de carrière politique ; et encore moins un trophée que l'on se targue déjà de remporter !

En entendant certains discours, nous y voyons l'usure manifeste de la vie politique guyanaise, si surprenante dans un pays neuf et jeune comme le nôtre. Ainsi que la désaffection et le découragement qui l'accompagne.

En politique, il faut de la Foi et de la Conviction ; portées par l'Electeur pour un projet commun. Sortir d'un langage politique usé jusqu'à la corde. Présenter des équipes et surtout des idées nouvelles. C'est le sens de notre engagement.

Ma « Légitimité »

Certains disent que, pour être candidat « légitime », il faut nécessairement être adoubé par un Parti (ou, bien pire comme au bon vieux temps, directement par de hauts représentants de l'Etat !).

En premier lieu, les partis nationaux ont des « lignes » politiques ou idéologiques peu adaptées aux besoins de la Guyane, et dont il vaut mieux, par conséquent ne pas dépendre, sous peine d'être réduit au rôle de « courroie de transmission » prenant ses ordres ailleurs.

C'est probablement la raison pour laquelle les deux grands partis politiques sont en crise profonde en Guyane.

La vraie légitimité est l'aboutissement d'une Démarche. Celui ou celle qui, ayant œuvré dans sa vie et son métier pour le pays et la population, en vient à constater que de lourds obstacles, rencontrés en permanence, ne peuvent plus être levés qu'au niveau politique, et que c'est donc à ce niveau que l'on doit désormais agir.

La politique est alors un aboutissement. Pas un moyen, et encore moins un gagne-pain !

La Légitimité n'est pas la recherche d'une carrière politique « professionnelle », ou l'on cherche à cumuler les mandats, comme d'autres cumulent les conseils d'administrations et les jetons de présence.

Elle repose sur un bilan et un projet, soumis directement au peuple, en dehors de toutes manœuvres ou combinaisons d'appareils qui heurtent souvent le simple bon sens.

Beaucoup me disent qu'une candidate loyale et sincère se fera vite « descendre » dans le milieu politico-administratif guyanais. Je veux prouver le contraire, pour tous ceux et celles qui n'admettent pas ce climat.

Je ressens une vague montante d'espoir et de confiance autour de mes idées de mon équipe. Je ne veux aucune autre Légitimité.

Les « Cumuls »

Dans les 18 mois qui viennent, les élus guyanais vont négocier avec l'Etat un nouveau cadre de gouvernance.

Les discussions essentielles sur les « transferts de compétences » ne devront pas être menées par des « incompetents ». Or elles porteront en grande partie sur les sujets économiques, et la parole sera enfin donnée aux responsables et cadres d'entreprises, porteurs de nombreux projets et désireux de trouver enfin un terrain favorable à leurs initiatives.

Dans le même temps, ces Elus devront être indépendants et se consacrer entièrement à leur rôle, dans un esprit d'« union sacrée » pour le pays, car il est prévisible que de nombreux sujets occasionneront un « Bras de fer » avec l'Etat qui, faute d'assurer sur de nombreux sujets ses fonctions, défendra toujours ses prérogatives.

Or, les Elus déjà chargés de mandats territoriaux, confrontés à de lourds dossiers avec l'Administration, n'auront pas forcément le temps et le degré d'indépendance requis. D'autant que certains ont déjà plus ou moins fait par avance allégeance à l'Etat.

Concernant les parlementaires, appelés par le peuple à le représenter au Palais Bourbon, il est certainement regrettable de les voir revenir dans le pri-pri local s'affronter entre eux et avec de nombreux élus, alliés ou adversaires du moment.

Pour ma part, vous constaterez que, contrairement à beaucoup d'autres, je me suis libérée de mes mandats professionnels et politiques autres que la Région, à laquelle j'entends apporter tout mon temps et toute ma passion.

Ma ligne politique

Dès lors que nous dénonçons le climat politique actuel, ou tout le monde cherche les « casseroles » de tout le monde, nous nous imposerons une ligne socio-économique stricte, qui nous paraît être le vrai sujet et le principal espoir pour le pays.

Cela exclut toute attaque personnelle : le respect des autres est la première condition d'une vraie démocratie. La campagne électorale est la meilleure période pour se soumettre à ce principe.

La vraie bataille est celle des idées. Elles ont beaucoup manqué depuis 10 ans, dans le moule administratif qui est le nôtre. Bienvenue donc à ceux qui en apportent, d'où qu'ils viennent.

Cela ne nous empêche pas de relever et de dénoncer des erreurs et des fausses voies, malheureusement nombreuses en Guyane. Mais elles sont pour la plupart héritées d'un passé sur lequel il n'est guère intéressant de revenir en permanence.

Notre terrain doit être l'avenir, en particulier dans sa dimension économique et sociale, si délaissée. Nos armes sont les idées et les arguments. Nous n'en voulons pas d'autres.

Nous gardons toujours en vue que même nos adversaires sont des Guyanais comme nous, unis contre vents en marées, par un même destin. Et respectables à ce titre.

Mes lignes d'action

Nous souhaitons aborder avant tout les questions économiques et sociales, qui sont dans la plupart des cas les vraies réponses aux maux et handicaps de notre société guyanaise.

Nous pensons pouvoir y apporter une nouvelle « culture d'entreprise et d'initiative » qui n'est pas celle de la classe politique guyanaise dominante, traditionnellement moins confrontée aux problèmes du quotidien.

Notre approche est avant tout pragmatique et gestionnaire : prise de risque raisonnée, décision rapide ; évaluation permanente des résultats concrets ; transparence des chiffres ; aptitude à se remettre en cause rapidement et à rectifier la route avant les dégâts.

Notre approche est également sans tabous. J'ai beaucoup appris lorsque les événements m'ont amenée à soulever le vieux « lièvre » de l'approvisionnement en carburant et que ; malgré beaucoup de pressions, voire de menaces, j'ai voulu aller jusqu'au bout.

Les Guyanais savent ils que depuis des années, une « dime » de 20 à 25 cts€ est prélevée sur le prix de leur carburant ?

C'est pourtant ce qu'établissent les chiffres que j'ai vérifiés : dans la pire hypothèse d'approvisionnement, qui serait le transport très coûteux depuis l'Europe de petites cargaisons limitées à 10 000t, les prix de revient ressortent à ce niveau inférieur aux facturations SARA. Cela signifie que 40 Millions€ environ sont prélevés, chaque année, sur les entreprises et les familles guyanaises. Qui s'est soucié de cette situation, pourtant aveuglante ? Qui a osé affronter les intérêts pétroliers ? Qui semble encore vouloir les cautionner dans l'actuelle campagne ?

J'ai ainsi acquis la conviction que notre économie implose sous un certain nombre de « systèmes » très protégés, dont le coût déraisonnable et injustifié est supporté par les entreprises et les familles, y compris les plus démunies. En France, les services de la concurrence auraient depuis longtemps relevé et sanctionné beaucoup de pratiques préjudiciables aux consommateurs, surtout quand l'Etat s'y trouve mêlé. De tels correctifs nationaux et communautaires n'ont pas joué en Guyane. Et la classe politique a laissé faire.... Nous nous attaquerons sans hésiter à ces tabous.

Nous considérons enfin l'économie comme la clé réelle du social, dont elle ne devrait pas être séparée.

Seule l'aptitude à générer de nouveaux emplois, à rétablir un tissu d'échanges et un lien social dans les secteurs les plus défavorisés, à relancer simultanément des filières compétitives, intégrées au bassin d'activité des grandes régions économiques avoisinantes pourra sauver notre société guyanaise de situations explosives évidentes à court terme et sur lesquelles aucune réponse n'est donnée à ce jour par la classe politique.

De quelle façon j'apporte un « plus » économique :

Je participe depuis longtemps à la vie économique guyanaise, dans laquelle mes collègues m'ont donné des responsabilités. A ce titre, j'ai fait en France métropolitaine de nombreux déplacements, qui m'ont permis de connaître et de suivre de près les grands dossiers nationaux et européens, en milieu de chefs d'entreprises PME.

Ma Liste est munie de compétences juridiques, économiques et gestionnaires de premier plan.

Nous sommes donc bien armés pour affronter les lourds problèmes à venir, que nous voyons clairement. Il n'y aura pas de notre part de discours trompeur sur un avenir tout rose, destiné à endormir l'électeur, le temps du vote.

L'avenir économique de la Guyane se situe à deux niveaux bien distincts :

+ L'établissement de Filières compétitives de niveau « interrégional », qui ne pourront principalement se développer que dans le grand bassin économique formé par les Etats voisins.

Il est bien sûr irréaliste de vouloir faire de la Guyane une « mini -métropole », sorte d'île vivant par elle-même à 7000km de distance.

Aussi est il frappant de voir le très bas niveau actuel d'intérêt pour la Coopération Interrégionale. Ou sont les stratégies ? Les Préparatifs ? Les Missions de contact ? Que faisons nous par exemple à l'ouverture du pont sur l'Oyapoque ?

L'impréparation actuelle de notre région, dans une phase de développement sans précédents du monde limitrophe, stupéfiera sans doute les générations à venir !

Un soin particulier sera apporté à la production vivrière, Pêche et Agriculture, domaines dans lesquels notre Région dispose à la fois de capacités potentielles importantes et d'un voisinage très stimulant. Des initiatives seront lancées au niveau zootechnique (génétique bovine par exemple) ; a celui des « intrants » (matériel, engrais ...) Un effort particulier portera sur la filière « aliments du bétail », essentielle pour sécuriser l'envolée souhaitable des filières élevage.

Une question essentielle pour la Guyane est l'accès au Crédit, traditionnellement peu dirigé vers les entreprises.

Alors que l'économie métropolitaine repart en grande partie sur les dispositifs de financement et de garantie d'OSEO, les DOM se trouvent une fois de plus écartés du système au profit d'un vieux monopole de l'AFD (Agence Française de Développement). Un gros effort reste à faire dans ce domaine : sans un soutien bancaire actuel et performant, aucune bataille économique ne peut être gagnée.

Certes la Défisicalisation reste un atout, mais relativement peu utilisé a ce jour. Nous envisagerons une cellule spécialisée d'ingénierie financière, intégrée aux circuits de collecte métropolitains, et capables de présenter aux investisseurs des projets bien montés et attrayants.

+ La création d'un tissu local, sur base d'économie solidaire.

Le lancement d'un réseau de « micro-entreprises » doit répondre aux besoins des populations les plus excentrées et démunies, dans le cadre de « Villages d'activités » combinant des programmes d'habitat, d'activité artisanale et d'agriculture fermière. Une activité de « microcrédit » pourra être développée, éventuellement à travers une Coopérative Financière reliée aux organismes spécialisés de Métropole tels que l'IDES.

Tout cela nécessite bien sur une véritable mobilisation des esprits, ainsi qu'une nouvelle approche, fondée sur la responsabilité et la solidarité.

Je crois beaucoup à ces projets et m'investirai, avec mon équipe, les Elus et toutes les bonnes volontés, pour créer ce nouvel élan. Voila pour nous une vraie ambition politique.

L'Ecologie ?

Je ferai observer, en premier lieu, que la première mesure écologique pour la Guyane serait de produire localement bon nombre de produits qui, importés actuellement de 7 ou 8000km, ne peuvent qu'avoir un « impact carbone » désastreux.

C'est mon premier projet.

Je crois ensuite que nous possédons un admirable patrimoine qui devrait pouvoir capter la vague montante de l' « Eco-tourisme », bien visible en France et dans tous les pays de l'Europe du Nord.

Un certain nombre de « modules » de découvertes pourraient ainsi être créés, en vue d'un tourisme associatif, reposant sur un certain nombre de « prescripteurs » à forte sensibilité écologique.

L'établissement d'un certain nombre de « démonstrateurs » en énergies nouvelles, intégrés aux filières forestières, a l'agriculture oléo-protéique, au photovoltaïque ou a l'hydraulique (microcentrales) offrirait des modèles faciles à reproduire et offerts à l'initiative des nouveaux « villages ».

De même, l'ouverture de « concours d'idées » ouverts à l'ensemble de la population serait mise en œuvre. La première application serait de définir un ou plusieurs modèles de maisons « modulaires » utilisant les matériaux et les techniques du territoire, et dont les plans-types pourraient être diffusés largement avec un objectif de couts réduits

Cela répondrait au besoin de nouvelles communautés, bénéficiant d'une autonomie vivrière et énergétique poussée, et seules capables de fixer des populations, d'occuper le territoire sans pousser plus loin des degrés de dépendance déjà préoccupants et par la même de l'aménager.

L'espoir :

Nous vivons dans un cadre politique et administratif étriqué, conçu pour un département moyen de France métropolitaine et grevé de couts et de contraintes peu imaginables.

Dans le même temps, notre population est incroyablement jeune, notre territoire immense, nos échanges potentiels interrégionaux sans limites....

La Guyane doit compter sur sa jeunesse, seule véritable garante de son avenir. Elle doit porter et soutenir ses ambitions, son audace, son enthousiasme...

Notre Liste veut lui donner ce nouveau cadre, loin des systèmes usés, sclérosés et figés qui la décourage.

Elle a besoin de ses aînés qui aspirent aussi au renouveau.

Quel beau défi collectif pour nous tous !

J'espère que nous vivrons ensemble cette nouvelle aventure.